

## « Égaux comme les dents d'un peigne » : le racisme envers les Noirs libyens au miroir de la question amazighe

**Stéphanie POUESSEL** est anthropologue et chercheuse post doctorante à l'IRMC, où elle dirige le programme intitulé : « *Le Maghreb et ses « africanités » : l'identité nationale au regard de ses « altérités* ». Elle travaille sur la question identitaire et a notamment écrit *Les identités Amazighes au Maroc*, 2010, Paris, Éditions Non lieu. Elle prolonge ses recherches sur la Libye et l'actuel débat sur la « diversité culturelle » au sein de la nouvelle constitution libyenne.

L'onde de choc du « réveil démocratique » que d'aucuns appellent « arabe » touche à l'ontologie identitaire de l'« Afrique du Nord »<sup>1</sup>. Si le débat sur l'« identité nationale » a été crucial pour justifier de l'illégitimité de la colonisation, il s'est trouvé dépassé sous les traits du « mouvement culturel berbère » en Algérie et au Maroc. Dénonçant l'oubli voire le déni politique d'une culture et d'une langue propres à des dizaines de millions de locuteurs berbérophones, les pressions de l'activisme amazigh ont porté certains fruits - le Maroc restant un modèle (dans les domaines de l'enseignement, des médias, de l'aménagement linguistique, etc.) - mais ont surtout contribué à rendre la « question berbère » légitime si ce n'est « tendance »<sup>2</sup>. D'une culture « minoritaire » à une composante de l'identité officielle (cf. le statut de la langue amazighe dans la nouvelle constitution marocaine, juillet 2011), l'amazighité bute cependant contre un plafond de verre, ne pouvant que seconder la référence arabo-musulmane dans des États-nations construits sur une identité *une*. En Libye, où la langue amazighe est présente mais depuis toujours politiquement annihilée au profit de l'arabe, la chute du régime engendre tous les espoirs de la part de militants amazighs qui ne veulent manquer une opportunité sans précédent.

Face aux orientations « arabes » des membres du CNT, des représentants des locuteurs amazighophones frappent aux portes de la nouvelle constitution qu'ils ne conçoivent pas, dans la « Libye libre », sans une reconnaissance officielle de l'amazighité, langue et culture. La constitution déjà proposée par le gouvernement provisoire promet la « garantie des droits de la culture amazighe, toubou et touareg et de toutes les composantes de la société libyenne » (août 2011).

Afin d'obtenir une visibilité internationale, l'intégration des tribunes de l'ONG le « Congrès Mondial Amazigh » (CMA) peut servir de soutien et de propulseur. Ses 6<sup>e</sup> assises se sont tenues à Djerba du 1<sup>er</sup> au 2 octobre 2011 et ont accueilli une délégation libyenne sans précédent. Parmi elle, un groupe identifiable de cinq Libyens s'est présenté comme depuis toujours doublement discriminé : à un racisme « racial », leur couleur de peau noire, s'adjoint un racisme « ethnique » et linguistique, celui d'appartenir aux Toubous, une population qui se déploie du nord du Tchad au sud de la Libye<sup>3</sup> et au nord-est du Niger et dont la langue, saharienne, appartient à une autre famille que les langues arabes et amazighes. Des décennies de marginalisation (*tahmich*) et de persécution (*idtihad*) jusqu'à la démolition pure et simple de villages toubous par l'État, ont mené ce groupe à des conditions de vie précaires ou à un exil dans les pays africains frontaliers (Niger, Tchad, Soudan). Ce vécu d'un double racisme (*'ounsouriya*) cherche protection sous les auspices de la cause berbère, « la seule qui nous défendra » (entretien 2.10.2011, Djerba), car elle défend des principes d'égalité, de diversité et de droits civiques jusque là inexistantes en Libye.



© amazighnews.net

Dans le sillage du « premier forum amazigh libyen » tenu à Tripoli les 26 et 27 septembre sous le slogan « le lien national » (*al lehma al wataniya*), pour lequel des Toubous se sont déplacés de la province de Koufra, inspirés par cette lutte identitaire reflet, l'invitation a été lancée de venir assister au 6<sup>e</sup> congrès mondial amazigh tenu à Djerba deux jours plus tard.

La mobilisation amazighe libyenne est intimement liée au mouvement global de revendication berbère incarné par le CMA. Certains de ses membres dirigeants voyagent depuis plusieurs années en Libye afin de coordonner le mouvement. De cette mouvance amazighe, les premiers drapeaux amazighs, pure création du CMA (via les

militants Canariens qui y siègent), flottèrent à la chute de Kadhafi dans les régions berbérophones (Jbel Nefoussa, Zouara, Ghadamès, etc.) et, relayés par les médias internationaux, provoquèrent une onde de choc en « Afrique du Maghreb » voire plus loin, à l'image de certains Marocains qui, par ce biais, prirent conscience de l'existence d'Amazighs en Libye.

Le choix de la Tunisie pour accueillir les 6<sup>e</sup> assises du CMA est lié aux « renaissances berbères » tunisiennes et libyennes. Les « invités » (autrement dit les « amis du peuple amazigh » à l'instar du groupe d'amitié euroamazigh du parlement européen) proviennent d'horizons divers : Catalans, association « les peuples des montagnes », député corse, porte-parole d'Éva Joly, tous prônent un multiculturalisme qui frôle parfois le culturalisme (comme à travers l'expression démagogique « la chute des murs des dictateurs arabes »). Venus par route des confins du Sud-est de la Libye, les Toubous envisagent la cause amazighe comme leur seul recours de protection, si ce n'est comme une condition de survie : ils mettent en garde contre leur marginalisation à l'avenir, ne veulent pas être chassés une deuxième fois et ne demandent qu'à être traités comme tous citoyens libyens, comme « les dents d'un même peigne » (entretien 2.09.2011, Djerba). En soutenant les requêtes des militants amazighs, ils soutiennent l'avènement d'un État de droit, de justice et de liberté.

L'« amazighité » se déploie selon des configurations nationales différentes, avec comme dénominateur commun aujourd'hui la reconnaissance amazighe dans les constitutions post-révolutions. Mais au-delà, en ces moments de recomposition des solidarités, elle est convoquée comme garantie de démocratie et de respect des cultures « non officielles ». Elle offre un créneau aux « communautés de souffrance » comme les Toubous en Libye à travers un espoir de protection envers le racisme linguistique et racial. Sous le nom et sous le drapeau de l'amazighité, différentes causes se défendent.

**Stéphanie POUESSEL**

1. Euphémisme militant amazigh permettant de se dérober au terme arabe « Maghreb » voire « monde arabe ».
2. Elle fait écho à la « rétrovolution » (Amselle 2010) qui caractérise notre époque : retour aux sources, à l'origine, à la tradition, à l'oralité, etc.
3. Régions libyennes de Koufra, Tazerbou, Oum Laraneb, Sebha, Oubary et Morzouk.